



Doc. 16404

13 mai 2026

Élection du/de la Secrétaire Général(e) adjoint(e) du Conseil de l'Europe

Communication

Comité des Ministres

Sommaire:

I.	Lettre de la Présidente des Délégués des Ministres à la Présidente de l'Assemblée parlementaire en date du 29 avril 2026	2
II.	Résolution CM/Res(2026)4 relative à la nomination au poste de Secrétaire Général(e) adjoint(e)	2
III.	Candidatures	
	- Candidature de Mme Tanja Gonggrijp	3
	- Candidature de Mme Marja Ruotanen-Bourdages	7

I. Lettre de la Présidente des Délégués des Ministres à la Présidente de l'Assemblée parlementaire en date du 29 avril 2026

(traduction de courtoisie)

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint la Résolution CM/Res(2026)4 relative à la nomination au poste de Secrétaire Général(e) adjoint(e), que le Comité des Ministres a adoptée le 29 avril 2026.

Signé : Daniela Cujbă, Présidente des Délégués des Ministres

**II. Résolution CM/Res(2026)4
relative à la nomination au poste de Secrétaire Général(e) adjoint(e)
(adoptée par le Comité des Ministres le 29 avril 2026, lors de la 1558^e réunion des Délégués des Ministres)**

Le Comité des Ministres, en vertu de l'article 36.b du Statut du Conseil de l'Europe,

Vu le Règlement relatif à la nomination du Secrétaire Général(e), du (de la) Secrétaire Général(e) adjoint(e) et du (de la) Secrétaire Général(e) de l'Assemblée parlementaire ayant rang de Secrétaire Général(e) adjoint(e) ;

Eu égard au cadre de compétences convenu avec l'Assemblée parlementaire en 2012 ;

Ayant examiné les cinq candidatures déposées par les Gouvernements de la Finlande, des Pays-Bas/Belgique/Luxembourg, de la Roumanie, de l'Espagne et de la France ;

Ayant procédé aux entrevues avec les candidat(e)s lors de la 1555^e réunion (25 mars 2026) ;

Ayant consulté les représentants de l'Assemblée parlementaire par l'entremise du Comité mixte le 20 avril 2026 ;

Décide de soumettre à l'Assemblée parlementaire, pour la nomination au poste de Secrétaire Général(e) adjoint(e), les candidatures suivantes, par ordre alphabétique, les noms des gouvernements qui les ont présentées figurant entre parenthèses :

- Mme Tanja Gonggrijp (Pays-Bas/Belgique/Luxembourg) ;
- Mme Marja Ruotanen-Bourdages (Finlande).

III. Candidature de Mme Tanja Gonggrijp

Traduction officielle de la lettre adressée par le Ministre des Affaires étrangères du Royaume des Pays-Bas à Son Excellence Monsieur Alain Berset, Secrétaire général du Conseil de l'Europe

S.E. Monsieur Alain Berset
Secrétaire général du Conseil de l'Europe

La Haye, le 28 janvier 2026

Monsieur le Secrétaire général,

Je m'adresse à vous au sujet de la procédure en cours pour la nomination de candidats au poste de secrétaire général adjoint du Conseil de l'Europe.

Au nom des gouvernements du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg et du Royaume des Pays-Bas, j'ai l'honneur de proposer une candidature commune pour le Benelux en la personne de madame Tanja Gonggrijp. Je vous serais reconnaissant de bien vouloir porter cette information à la connaissance du Comité des Ministres.

En sa qualité d'ambassadrice, madame Gonggrijp est depuis 2022 la représentante permanente du Royaume des Pays-Bas auprès du Conseil de l'Europe. Dans ce rôle, elle a fait preuve d'un engagement résolu en faveur des travaux de l'Organisation. Ayant entamé son mandat avec la préparation du quatrième sommet des chefs d'État et de gouvernement, à Reykjavik, elle a assumé depuis diverses responsabilités, notamment concernant les mécanismes de responsabilité pour l'Ukraine et la prévention des violences à l'encontre des femmes.

C'est en 2004 que madame Gonggrijp a commencé sa brillante carrière au ministère des Affaires étrangères, où elle a notamment exercé les fonctions d'ambassadrice au Sri Lanka et aux Maldives, de membre de l'équipe managériale de la direction Développement économique durable et de conseillère du directeur général de la Coopération internationale. Elle a également copiloté une ambitieuse réforme de la gestion des ressources humaines du ministère, incluant l'élaboration d'une nouvelle politique du personnel et l'encadrement de transformations organisationnelles, un projet dont le ministère récolte encore les fruits aujourd'hui.

Je suis fermement convaincu que sa riche expérience diplomatique et son profond engagement en faveur des valeurs du Conseil de l'Europe font de madame Gonggrijp une candidate particulièrement qualifiée pour appuyer le secrétaire général et l'organisation dans la mise en œuvre de leurs priorités et la réponse aux défis actuels. Ses compétences avérées en management, son expérience de la gestion programmatique, administrative et des ressources humaines, sans oublier son intégrité exemplaire, seront des atouts précieux pour assurer une gestion stratégique et efficace du Secrétariat.

Vous trouverez en pièce jointe le curriculum vitæ et la lettre de motivation de madame Gonggrijp. Je vous remercie de bien vouloir examiner sa candidature avec toute l'attention qu'elle mérite.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Secrétaire général, l'assurance de ma haute considération.

David van Weel
Ministre des Affaires étrangères du Royaume des Pays-Bas

Copie à : M. Mihai Popsoi, Président du Comité des Ministres
du Conseil de l'Europe

Lettre de candidature de Tanja Gonggrijp pour le poste de
Secrétaire générale adjointe du Conseil de l'Europe

Chère lectrice, cher lecteur,

L'Europe est à un tournant décisif. Le paysage géopolitique évolue rapidement. Depuis 75 ans, le Conseil de l'Europe joue un rôle crucial dans la promotion de la démocratie, des droits de l'homme et de l'État de droit, et a ainsi contribué à porter la stabilité et le développement à un niveau sans précédent sur notre continent. Ces valeurs et ces institutions, qui ont résisté à l'épreuve du temps, sont aujourd'hui de plus en plus contestées. Si l'Europe entend rester fidèle à ses idéaux d'élections libres et équitables, de médias indépendants, d'un État de droit fondé sur la séparation des pouvoirs et le respect des droits humains, y compris ceux des minorités, d'une société civile dynamique et d'un système conventionnel solide, elle doit redoubler d'efforts. Je suis profondément convaincue que la mission du Conseil de l'Europe est plus nécessaire que jamais. L'Organisation doit continuer à guider, inspirer et **protéger le socle même de notre prospérité et de notre sécurité : nos valeurs fondamentales.**

Animée par cette conviction, **je souhaite m'engager pleinement au service du Conseil de l'Europe.** Je suis déterminée à soutenir le Secrétaire général et l'Organisation dans la mise en œuvre de la vision et des priorités adoptées : un soutien sans faille à l'Ukraine, l'élaboration du nouveau Pacte Démocratique et le renforcement du rôle du Conseil de l'Europe dans un contexte géopolitique en mutation. Je suis convaincue de pouvoir apporter une réelle valeur ajoutée à une équipe déjà solide et, à travers les responsabilités qui me seront confiées, **traduire la vision et la stratégie d'aujourd'hui en actions concrètes pour demain.**

Afin de continuer à remplir son rôle essentiel en ces temps troublés, **le Conseil de l'Europe doit gagner en impact, en innovation et en efficacité.** Si j'ai l'honneur d'être élue, mon ambition sera de poursuivre les réformes engagées par le Secrétaire général et l'actuel Secrétaire général adjoint. Je souhaite contribuer à une Organisation plus résiliente et plus agile, axée sur les priorités politiques et les besoins dans les domaines où elle dispose d'un avantage comparatif. La principale force du Conseil de l'Europe réside dans les individus qui le composent, mon intention est de travailler en partenariat avec le personnel et avec le Comité des Ministres. Les processus de priorisation, de budgétisation, de gestion des ressources humaines, de numérisation et de sécurité peuvent encore être développés et rationalisés. Une coordination efficace entre le Comité des Ministres, l'Assemblée parlementaire et les autres organes, y compris le Congrès, ainsi qu'une coopération étroite avec les partenaires externes, renforceront la capacité du Conseil de l'Europe à accomplir sa mission.

Mon parcours professionnel est étroitement lié au Conseil de l'Europe et à ses valeurs fondamentales. En 1998, j'ai eu l'occasion d'y effectuer un stage de courte durée au cours duquel j'ai été impressionnée par l'engagement des collègues et la portée de leur action. Près de vingt-cinq ans plus tard, je suis revenue au Conseil de l'Europe en tant que Représentante permanente du Royaume des Pays-Bas. Au cours de ces années, mon travail a constamment porté sur la démocratie, les droits humains et l'État de droit. Dans mes fonctions de Représentante permanente, d'ambassadrice au Sri Lanka et aux Maldives, ainsi que dans d'autres rôles d'encadrement, j'ai acquis **une solide expérience du leadership dans des contextes politiques et multiculturels complexes.** J'y ai également développé une compréhension approfondie des défis liés à la gestion des programmes et des projets, à l'administration, aux ressources humaines et au pilotage du changement.

Je souhaite ainsi contribuer à une Organisation pleinement en phase avec sa mission, une Organisation qui, dans toute sa diversité, reste unie autour de nos valeurs communes, dotée d'une forte pertinence politique et d'une visibilité accrue, au service de celles et ceux que nous représentons : les citoyennes et citoyens des 46 États membres et d'ailleurs. Je serais honorée d'avoir l'opportunité, dans les semaines à venir, d'échanger, d'écouter et d'approfondir la contribution que je pourrais apporter au Conseil de l'Europe.

Tanja Gonggrijp
Candidate au poste de Secrétaire générale adjointe



TANJA GONGGRIJP

Fonction actuelle : Représentante Permanente du Royaume des Pays-Bas auprès du Conseil de l'Europe

PROFIL

Haute fonctionnaire dotée d'une solide expérience diplomatique, notamment avec le Conseil de l'Europe et ses valeurs essentielles, Tanja Gonggrijp est idéalement placée pour soutenir le Secrétaire général et l'Organisation dans la gestion des défis actuels et la mise en œuvre de leurs priorités. Elle possède un solide parcours en gestion stratégique, couvrant les domaines programmatiques, administratifs, des ressources humaines et de la conduite du changement.

LANGUES

Anglais: C2

Français: C1

Allemand: B1

Suédois: B2

Néerlandais: Langue natale

FORMATIONS

DIPLÔME DE FORMATION EXÉCUTIVE
Ecole de Management de Groningen
Stratégie des Ressources Humaines
2014-2015

DIPLÔME DE MASTER
Université de Twente
Politiques publiques et administration
publique. Relations internationales
1995-2000

CERTIFICATIONS

- Leadership et haute direction
- Gestion de projet
- Coopération au développement

DÉTAILS PERSONNELS

4 février 1976

Mariée et deux enfants

EXPÉRIENCES

Ministère des Affaires étrangères

REPRÉSENTANTE PERMANENTE DU ROYAUME DES PAYS-BAS AUPRÈS DU CONSEIL DE L'EUROPE

Strasbourg, France | depuis 2022

AMBASSADRICE DU ROYAUME DES PAYS-BAS AU SRI LANKA ET AUX MALDIVES

Colombo, Sri Lanka | 2019-2022

RESPONSABLE DE LA PRODUCTION ET DU COMMERCE DURABLES AU SEIN DU DÉPARTEMENT DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DURABLE

La Haye, Pays-Bas | 2015-2019

COORDINATRICE DE PROGRAMME POUR LE RENOUVELLEMENT DE LA POLITIQUE DES RESSOURCES HUMAINES

La Haye, Pays-Bas | 2014-2015

CONSEILLÈRE SENIOR - CHEFFE DE L'UNITÉ DE COORDINATION DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE

La Haye, Pays-Bas | 2010-2014

DIPLOMATE À L'AMBASSADE DU ROYAUME DES PAYS-BAS AU SÉNÉGAL

Dakar, Senegal | 2007-2010

CHARGÉE DE MISSION AU DÉPARTEMENT DE L'EUROPE OCCIDENTALE ET CENTRALE

La Haye, Pays-Bas | 2004-2007

Institut Clingendael des Relations Internationales
COORDINATRICE DE PROGRAMME

La Haye, Pays-Bas | 2000-2004

III. Candidature de Mme Marja Ruotanen-Bourdages



Minister for Foreign Affairs of Finland

Helsinki, le 18 décembre 2025

Son Excellence Alain Berset
Secrétaire Général
Conseil de l'Europe

Cher Secrétaire Général,

En vertu du Règlement relatif à la nomination du ou de la Secrétaire Général(e), du ou de la Secrétaire Général(e) adjoint(e) et du ou de la Secrétaire général(e) de l'Assemblée parlementaire et conformément à la décision adoptée par le Comité des Délégués des Ministres lors de sa 1546^e réunion (10 décembre 2025) sur la procédure d'élection du ou de la Secrétaire Général(e) adjoint(e), j'ai l'honneur de vous soumettre la candidature de Mme Marja Ruotanen-Bourdages.

Mme Ruotanen-Bourdages est membre du personnel du Conseil de l'Europe après avoir siégé au sein du principal organe de défense des droits humains d'Europe pendant 35 ans, dont 20 ans à exercer de hautes fonctions dans le secteur intergouvernemental, au sein de l'Assemblée parlementaire et au Cabinet du Secrétaire Général. À ces différents postes, elle a contribué à des réussites de tout premier plan dans le cadre des principales missions du Conseil de l'Europe, telles que les activités normatives, les monitorings et les activités de coopération. Elle a, à ce titre, acquis une expérience et une compréhension uniques qu'elle met à contribution afin de lancer et de mener à bien des réformes impliquant des résultats concrets conformes aux priorités de l'Organisation et des décisions des États membres.

Mme Ruotanen-Bourdages possède un profil parfait pour exercer les fonctions de Secrétaire Générale adjointe. Les valeurs qui sont les siennes, son intégrité, sa vision stratégique, ses qualités de leader et ses compétences en gestion associées à sa quête permanente de l'excellence et sa volonté d'obtenir les meilleurs résultats possibles constituent, pour le Conseil de l'Europe, des atouts essentiels pour affronter les défis que pose le monde actuel et prospérer malgré les changements et la réforme. En conséquence, j'apporte un soutien appuyé à sa candidature.

Veuillez accepter, M. le Secrétaire Général, l'assurance de ma plus haute estime.

Elina Valtonen
Ministre des Affaires Étrangères de Finlande



MARJA RUOTANEN-BOURDAGES

Directrice Générale de la Démocratie et de la
Dignité Humaine

Conseil de l'Europe

Plus de **35 ans d'expérience professionnelle** au sein du Conseil de l'Europe, dont 20 ans en tant que responsable dirigeant à la tête de programmes intergouvernementaux majeurs et de coopération (DG1 et DG2), soutenant le travail des commissions de l'Assemblée parlementaire et facilitant les négociations politiques de haut niveau en tant que Directrice du Cabinet du Secrétaire Général. A participé à **l'élaboration de normes**, a soutenu la création et la supervision **de comités intergouvernementaux et de monitoring** et a renforcé la pertinence, l'efficacité et l'impact des **projets de coopération**. Déterminée à maximiser le potentiel du **travail d'équipe** au niveau de l'Organisation, a élaboré et mis en œuvre des stratégies transversales pluriannuelles, en adaptant les méthodes de travail et en identifiant les priorités afin d'accroître l'impact. A mis en place **une gestion du changement organisationnel** en concevant, lançant et gérant des réformes qui ont permis de gagner en efficacité, d'améliorer la cohérence et d'obtenir de meilleurs résultats. A guidé et mobilisé le personnel de manière constructive afin de parvenir à un changement positif. Maîtrise et respect strict des règles, règlements et processus administratifs et financiers du Conseil de l'Europe.

Dirigeante intègre, ferme, équitable et respectée, dotée de solides compétences en matière de négociation et d'une capacité avérée à faire converger les différents points de vue dans l'intérêt supérieur de l'Organisation.

Distinctions : Chevalier de première classe de l'Ordre du Lion de Finlande, décernée par le Président de la République de Finlande (6 décembre 2025).

Maîtrise en Relations internationales (économie, relations internationales, droit, sciences politiques) de l'Université McGill et de l'Université du Québec.

Nationalité finlandaise (originaire de Rovaniemi). Parle couramment le finnois, l'anglais et le français ; niveau intermédiaire en allemand et en suédois.

Marja RUOTANEN-BOURDAGES
Directrice Générale Démocratie et Dignité Humaine, Conseil de l'Europe

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

► Direction de programmes phares et de grandes équipes

Plusieurs postes de direction dans des programmes phares, notamment dans les domaines suivants : efficacité de la justice, procureurs, police, droits des enfants, égalité de genre, jeunesse, intégrité dans le sport et lutte contre la violence à l'égard des femmes, la traite des êtres humains, la discrimination, le racisme et l'intolérance. Élaboration de normes et de politiques, suivi de la mise en œuvre des conventions et recommandations, et soutien aux États membres par le biais de programmes de coopération dans ces domaines. Dirige actuellement une équipe de 600 collègues de 38 nationalités différentes (permanents, temporaires, mise à disposition) et gère un budget de plus de 120 millions d'euros (budget ordinaire et ressources extrabudgétaires).

Exemples de réalisations

- Mise en place du Groupe de Consultation sur les enfants d'Ukraine afin de donner suite efficacement à l'appel lancé lors du Sommet de Reykjavik en faveur des enfants d'Ukraine en se concentrant sur les aspects les plus urgents et la valeur ajoutée du Conseil de l'Europe. Soutien à l'Envoyé Spécial du Secrétaire Général sur la situation des enfants d'Ukraine.
- Orientation stratégique au travail contre la violence à l'égard des femmes, en mettant l'accent sur l'entrée en vigueur et la ratification par un maximum d'États et de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (Convention d'Istanbul) ainsi que sur la mise en place de son mécanisme de suivi. Promotion de sa visibilité et relevance au niveau global, augmentant son impact pour éviter les doubles standards.

► Piloter les réformes et mener le changement

En tant que Directrice de la Coopération (ancienne DG Droits de l'homme et justice, DG1), a su tirer parti des opportunités pour renforcer la capacité du Conseil de l'Europe à répondre aux demandes d'assistance des États, ce qui a abouti à des changements législatifs et politiques nécessaires pour se conformer aux principaux traités relatifs aux droits humains. A lancé la première phase de coopération avec les subventions de l'EEE et de la Norvège, qui a débouché sur des contrats pluriannuels de plusieurs millions d'euros. En tant que Directrice de la dignité humaine et de l'égalité (DG Démocratie et dignité humaine, DG2), a lancé des réformes visant à améliorer les performances de plusieurs secteurs, en encourageant le travail transversal, en mettant en place des synergies et en multipliant l'impact grâce à des partenariats stratégiques. Plus récemment (2024), en tant que Directrice Générale de la démocratie et de la dignité humaine, a conçu et mené les négociations d'une restructuration majeure de la Direction Générale en rationalisant les activités et les structures afin d'accroître l'impact. A repensé le travail afin de renforcer l'interaction avec la société civile et de consolider la participation des jeunes aux travaux de l'Organisation.

Marja RUOTANEN-BOURDAGES
Directrice Générale Démocratie et Dignité Humaine, Conseil de l'Europe

Exemples de réalisations

- Création d'un nouveau comité intergouvernemental sur la démocratie sans incidence budgétaire (en supprimant d'autres comités et structures moins pertinents) grâce à un dialogue ouvert avec les États membres et les autres parties prenantes. Rationalisation des travaux de la DG2 et création de structures dans le cadre des dotations budgétaires existantes, afin de garantir des résultats répondant à l'évolution des besoins et des priorités dans ce domaine, y compris dans le cadre du processus menant au Nouveau Pacte Démocratique pour l'Europe.
- Transformation du précédent Comité Directeur sur l'Égalité de Genre (CDEG) en un nouveau programme transversal innovant sur l'égalité de genre, résultant en une vaste mobilisation des principaux acteurs, une intégration efficace dans pratiquement toutes les politiques et mesures du Conseil de l'Europe, ainsi qu'un accroissement de l'impact et une plus grande visibilité des résultats.
- Conditions pour un travail d'équipe transversal au sein de l'Organisation et préparation d'un plan d'action visant à intégrer la perspective des jeunes dans les travaux intergouvernementaux du Conseil de l'Europe et dans d'autres délibérations.
- Réforme visant à accroître la synergie et l'efficacité des mécanismes de lutte contre la discrimination (ECRI, Convention-cadre pour la protection des minorités nationales, Charte européenne des langues régionales ou minoritaires).
- Utilisation du sport comme levier pour la promotion des valeurs du Conseil de l'Europe et le développement de nouveaux partenariats stratégiques aboutissant à la signature d'un protocole d'accord avec l'UEFA et la FIFA, assorti d'engagements fermes en faveur de l'intégrité du sport et des droits de humains.

► Renforcement des liens avec d'autres organisations : positionnement du Conseil de l'Europe sur la scène internationale

A mené des travaux visant à relier les agendas mondiaux et régionaux, a initié une référence systématique à l'Agenda 2030 des Nations Unies pour le développement durable dans les domaines relevant de sa responsabilité, notamment l'égalité de genre et les droits des enfants, et a introduit ce concept dans les travaux de l'Assemblée parlementaire. A assuré la complémentarité avec l'UE sur plusieurs thèmes et stratégies ; a initié et participé à des discussions sur l'adhésion de l'UE à la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique.

Exemples de réalisations

- Institutionnalisation des réunions interrégionales des mécanismes internationaux et régionaux (sept à l'heure actuelle) sur la violence à l'égard des femmes par la mise en place de la Plateforme des mécanismes d'experts indépendants sur la discrimination et la violence à l'égard des femmes (GREVIO assurera sa présidence en 2026).

Marja RUOTANEN-BOURDAGES
Directrice Générale Démocratie et Dignité Humaine, Conseil de l'Europe

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE (APERÇU CHRONOLOGIQUE)

- Septembre 2022 – aujourd'hui : **Directrice Générale de la Démocratie et de la Dignité Humaine**. Domaines de responsabilité : lutte contre la discrimination, diversité et inclusion, égalité de genre, violence à l'égard des femmes, traite des êtres humains, droits des enfants, éducation, jeunesse, liberté d'expression, société civile, culture et patrimoine, soutien culturel à l'audiovisuel et au cinéma ; gestion d'un budget de 120 millions d'euros et d'un personnel de 600 agents de 38 nationalités différentes.
- Juin 2018 – août 2022 : **Directrice des Commissions, Assemblée Parlementaire** du Conseil de l'Europe. Travail de priorisation, de supervision et de coordination des commissions parlementaires.
- Janvier 2014 - mai 2018 : **Directrice de la Dignité Humaine et de l'Égalité** (DG Démocratie). Domaines de responsabilité : droits des enfants et violences sexuelles contre les enfants (Convention de Lanzarote), traite des êtres humains (Convention contre la traite, GRETA), égalité de genre, violences à l'égard des femmes (Convention d'Istanbul, GREVIO), droits des personnes handicapées, droits des personnes LGBTI, protection des minorités et patrimoine linguistique (Convention Cadre pour la protection des minorités nationales et Charte européenne sur les langues régionales ou minoritaires) , Roms, lutte contre le racisme et intolérance (ECRI), sport et éthique.
- Janvier 2012 - décembre 2013 : **Directrice de la Justice et de la Dignité Humaine** (DG Droits de l'Homme et Etat de Droit). Domaines de responsabilité : coopération juridique (CDCJ), Efficacité de la Justice (CEPEJ, CCJE, CCPE), égalité de genre, traite des êtres humains, droits de l'enfant.
- Septembre 2009 – décembre 2011 : **Directrice de la coopération** (DG Droits de l'Homme et État de Droit). Domaines de responsabilité : réforme judiciaire, efficacité de la justice, police et procureurs, réforme des prisons, cybercriminalité.
- *Septembre 2005 – août 2009* : **Directrice du Cabinet du Secrétaire Général** (Terry Davis). Domaines de responsabilité: gestion et coordination du Cabinet, relations avec le Comité des Ministres, les gouvernements et délégations nationales. Bureau du Commissaire aux Droits de l'Homme, recrutement des cadres supérieurs/questions relatives au personnel, Direction des affaires politiques (DPA), Secrétaire du Groupe Senior Management, coordination de l'agenda et de la communication du Secrétaire Général, visites officielles et contacts de haut niveau ; élaboration, mise en œuvre et suivi des réformes.
- *Septembre 2004 - août 2005* : **Directrice adjointe du Cabinet** (Terry Davis). Domaines de responsabilité : Direction Générale de l'Administration (DGA), Comité du Personnel, Banque de Développement du Conseil de l'Europe (CEB), Troisième Sommet (16-17 mai 2005, Varsovie, Pologne), Budget du Cabinet (CCM), élaboration des réformes, mise en œuvre et suivi.
- Juillet 2003 - août 2004 : **Secrétaire de la Commission des questions politiques**, Assemblée Parlementaire.
- Janvier 2003-juin 2003 : **Conseillère, Cabinet du Secrétaire Général** (Walter Schwimmer). Domaines de responsabilité : Direction Générale de l'Administration (DGA), Comité du Personnel, Banque de Développement du Conseil de l'Europe (CEB).
- Mars 1999 – décembre 2002 : **Secrétaire de la Commission des questions politiques**, Assemblée Parlementaire.
- Avril 1996 – février 1999 : **Conseillère, Cabinet du Secrétaire Général** (Daniel Tarchys). Domaines de responsabilité : culture, éducation, jeunesse, CEB, cohésion sociale, Charte Sociale, politiques sociales, santé, Pharmacopée.
- Avril 1990 – mars 1996 : **Secrétaire auprès de différentes commissions de l'Assemblée Parlementaire** (Migration et réfugiés, Affaires économiques et développement, Égalité entre les femmes et les hommes) et Assistante exécutive du Greffier de l'Assemblée Parlementaire.